Communiqué de l'assemblée étudiant-es personnel des filières Lettres

Composition de la réunion. 60 étudiant-es (lettres modernes, lettres classiques, lettres et arts), 3 personnels.

Ce lundi matin 2 novembre à 10h30, des étudiant·es de Lettres modernes, Lettres classiques, Lettres et arts étaient réunis sur le campus de l'UT2J pour mettre en commun les inquiétudes des étudiant·es, les informations sur les partiels, les cours, et les suites de la mobilisation. La réunion a fait état de plusieurs éléments profondément alarmants :

En Lettres modernes, la grande majorité des professeur-es se sont positionné-es contre les cours en distanciel. Pour le moment, les examens sont annulés et reportés à plus tard. Des documents « complémentaires » sont mis en ligne, parfois sans consigne, sans information, sans communication. Une étudiante fait remarquer qu'elle a eu des devoirs maison et des activités à faire malgré tout.

Une autre étudiante de Lettres modernes salue que deux professeurs ont proposé des temps d'échange et de discussion, une autre que l'un des professeurs a proposé d'alléger le programme au vu de la situation exceptionnelle. En-dehors de cela, les étudiant-es regrettent et s'inquiètent du fait que très peu d'informations leur parviennent, et en tout cas que peu de professeurs s'enquièrent de leurs préoccupations et de leurs doutes. Il est rapporté que les professeurs de Lettres ont reçu la consigne de ne pas proposer de réunion des licences ou des départements, alors que les étudiant-es en auraient grandement besoin.

En Lettres classiques, ce mardi matin, se tenait une réunion des enseignant-es portant sur les « cours et examens », et l'assemblée déplore que cette réunion se tienne sans les étudiant-es, qui sont les premiers concernés par la continuité pédagogique et par les examens.

En Lettres et arts, une étudiante raconte que quelques professeurs déposent des pdf de cours sur l'ENT, mais qu'il y a très peu de communication de la part du personnel enseignant sur les activités pédagogiques. Elle raconte avoir rendu un travail facultatif mais n'avoir eu aucun retour dessus depuis plusieurs jours. Dans le département, les partiels ont été reportés, mais parfois du jour au lendemain. Une autre raconte ne toujours pas savoir si son partiel de jeudi est maintenu ou non.

Les étudiant-es préparant le CAPES et le CRPE se préoccupent profondément de l'absence de suivi dont il font l'objet. Une étudiante préparant le CRPE raconte n'être pas du tout accompagnée, et une étudiante passant le CAPES dit n'avoir aucune nouvelle d'un examen blanc qui doit se tenir jeudi.

Parmi les 60 présent-es, beaucoup d'étudiant-es ont écrit à l'administration, aux professeur-es, ou encore aux directions. La majorité n'a reçu aucune réponse. Cette politique du silence inquiète énormément les étudiant-es : vont-ils valider leur premier semestre ? Les L3 sont angoissés par cette incertitude, par la

sélection en Master, par la recherche d'un-e directeur-ice de mémoire. Une étudiante mentionne envisager le redoublement, ce qui impliquerait de payer à nouveau une année !

Les étudiant-es rapportent à la majorité qu'il est très difficile de travailler de son plein gré, sans suivi, sans locaux, à part leurs propres appartements souvent étroits, partagés, bruyants... Ils font état d'une santé mentale dégradée face à la fermeture administrative de la faculté, qui s'ajoute au contexte politique anxiogène, venant de l'autoritarisme du gouvernement et de la répression des lycéens et des étudiants. Certain-es mentionnent leur handicap, qui rend encore plus difficile le travail à la maison.

Certains-es étudiant-es de Master rapportent le mépris avec lequel ils ont été considérés et qui a été adressé à la mobilisation en cours, lorsqu'ils ont demandé une réunion d'information. Ce mépris fait écho à la politique du silence qui est mené par le département, et qui laisse à la dérive de nombreux-ses étudiant-es dont la détresse va en augmentant.

Les étudiant-es et personnel mobilisé-es l'année dernière racontent les coupes budgétaires appliquées par la Présidence et les UFR, la sélection sociale que cela entraîne sur les licences de lettres, et la perte de postes de contractuels. Ces coupes budgétaires ont un impact sur les conditions d'étude, sur la pression scolaire face à la sélection, et sur la santé des personnels.

De ce point de vue, l'assemblée a pris différentes résolutions :

- Nous exigeons une réunion commune aux professeurs de Lettres classiques, modernes, et arts, dans le format d'une discussion horizontale, sans tribune. Cette réunion aura pour but de mettre en commun les inquiétudes et de discuter de modalités de suivi des étudiant-es. Nous invitons ainsi les personnels enseignants et administratifs à se réunir **le lundi 9 novembre à 10h30**, dans l'amphithéâtre A d l'UT2J. En effet, certains espaces du campus sont ouverts (voté à l'unanimité).
- Nous demandons à ce qu'au moment de la reprise des cours, s'il y a, ou de leur évaluation ce semestre, on ne puisse exiger des étudiant-es qu'ait eu lieu un quelconque travail, au vu des conditions de travail et de détresse des étudiants. Et qu'aucun étudiant ne soit pénalisé pour s'être mobilisé, pour avoir interpellé le personnel sur la nécessité de réunions communes (voté à l'unanimité).
- Nous demandons à ce que des partiels en ligne ou en présentiel ne se tiennent pas le samedi, car beaucoup d'étudiant-es travaillent et ne peuvent pas se libérer.
- Nous demandons, au vu des conditions exceptionnelles, et dans la mesure où la mobilisation est en train de reprendre au Mirail et pour un certain temps, à ce que les professeurs de tous les départements permettent à tous les étudiant-es de valider leur semestre profondément bouleversé.

Cela est possible par l'application d'un 15 améliorable (voté à l'AG du Mirail du 02/11), que le principe de liberté académique permet aux professeur-es.

Nous reconnaissons que les modalités de la mobilisation peuvent elles aussi causer l'incertitude, l'isolement, et l'anxiété des étudiants-es pour qui l'accessibilité aux cours est un point de repère face au climat général. Néanmoins, nous tenons à rappeler que seule la Présidence décide de fermer l'accès à l'université tandis que les étudiants-es l'ouvrent avec Les Savoirs Libres du Mirail. L'incertitude quant à la suite et à la conséquence des événements de ce semestre n'est pas uniquement subie par des étudiant-es qui seraient « non-mobilisés », mais bien vécue par l'ensemble des étudiants-es du Mirail qui pâtissent de la politique du silence imposée au personnel par la Présidence. Celle-ci tente de décrédibiliser le mouvement étudiant, bien que national, en le réduisant à un geste perturbateur de l'ordre établi, alors que celui-ci est nécessaire pour la construction d'un avenir plus prometteur que celui de la sélection sociale et d'un gouvernement autoritaire.

Ce communiqué sera proposé à la signature à tous les étudiant-es de Lettres qui n'ont pas pu être présent-es à l'Assemblée. Nous sommes certain-es que nos inquiétudes sont partagées par l'écrasante majorité des étudiant-es.

L'Assemblée des étudiant-es et personnel de Lettres